



Un message aux représentations diplomatiques et politiques et à l'opinion publique Cinq ans d'occupation turque sur Afrine

Traduit de l'arabe

Le 20 janvier 2023, cinquième anniversaire de l'occupation turque contre la région kurde Syrienne d'Afrine, avec la participation de milices mercenaires syriennes sous le nom d'"Armée nationale syrienne" de la Coalition syrienne des forces révolutionnaires et d'opposition, avec la bénédiction de l'Union islamique syrienne - Istanbul et acclamée par (90) mille prédicateurs dans les mosquées de la Turquie récitant la sourate Al-Fat'h par décision du Waqf Diyanat, ainsi que l'utilisation de toutes sortes d'armes terrestres et aériennes, jusqu'à l'achèvement de l'occupation le 18/03/2018.

L'attaque a commencé par le bombardement de (108) cibles par (72) avions de combat décollant du territoire turc. L'occupation a visé, durant (58) jours, les infrastructures, les services publics, les institutions de service (eau, fours, cliniques, hôpitaux...), a déplacé des milliers de personnes et des milliers de maisons ont été détruites ; en plus, ils ont ciblé des civils et ont commis d'horribles massacres ; le nombre de victimes a dépassé (5 000) morts et blessés, dont des personnes âgées, des femmes et des enfants ; des sites historique et attractions touristiques ont été touchés en sorte que pendant l'invasion de la région a connu un important mouvement de déplacement.

Depuis le premier jour de l'occupation jusqu'à aujourd'hui, des crimes et des violations horribles ont été commis contre la population. Au cours de cette période, il y a eu environ (275) victimes civiles, dont des enfants et des femmes, qui ont perdu la vie soit par meurtre, soit par la mort dans diverses circonstances. (Sous torture ou balles réelles, explosifs, mines terrestres ou par exécution ou bombardement des zones de déplacement des déplacés d'Afrine dans les villages et villes d'al-Chāhābād...), en plus ceux qui sont morts sous la pression psychologique et les conditions durs, résultant de l'occupation et de ses conséquences, s'ajoute (500) détenus ou enlevés (cachés de force).

La région a été soumise à un vaste processus systématique de changement démographique, puisque plus de (250 000) personnes de la population indigène ont été déplacées à la suite de l'occupation, de sorte que le pourcentage de Kurdes dans la région est passé d'environ (95 %) à moins de (25 %), après l'installation d'environ (500 000) personnes issues des familles des militants et des recrues d'autres gouvernorats en moins de deux ans après l'occupation et la construction de villages de colonies modèles sous des noms humanitaires et de secours, avec des fonds qatariens, koweïtiens, palestiniens et turcs.

Immédiatement après l'invasion de la région, les groupes armés participant à l'agression ont procédé au pillage et au vandalisme des biens privés et publics (maisons, magasins, entrepôts, outils, machines, écoles, hôpitaux et institutions de services, voire bétail et volaille...), et a saisi environ (100 000) propriétés (oliveraies, terres, maisons, magasins et établissements avec leur contenu) ; ils continuent à ce jour de voler, piller les maisons, imposer des redevances, abattre des forêts pérennes et des champs d'oliviers aux fins de l'exploitation forestière et de l'industrie du charbon et de leur commerce ; ils creusent et rasant au bulldozer toutes les collines, les sites historiques et les sanctuaires religieux à la recherche d'antiquités et de trésors, ils volent et exposent les peuples autochtones restants à divers types de violations et des crimes, y compris des meurtres, des enlèvements, des disparitions forcées, des arrestations arbitraires, des extorsions matérielles et autres, en fabriquant des accusations contre eux, dont la moindre est de traiter avec l'administration

précédente. Tout cela se fait sous la supervision des services de renseignement turcs de manière systématique.

Les Kurdes yézidis de la région ont fait l'objet de déplacements forcés et de persécutions religieuses. Ils ont également été empêchés de pratiquer leurs croyances et rituels religieux ou de célébrer leurs fêtes. Leurs sanctuaires et cimetières ont été délibérément détruits, alors même que la région est témoin d'activités religieuses islamiques, de cours de mémorisation du Coran et d'écoles pour la remise des diplômes de "l'Imam Khatib".

La région est dans un état de chaos, d'anarchie, d'insécurité, et le phénomène de port d'arme par les recrues - en plus des militants - la répand et l'utilise sans discernement, et des cas de combats entre milices et extensions ouvertes de Hayaat Ta'hrir Al-Cham (Al- Front Nousra) dans la région sous les yeux de l'armée et du renseignement turcs.

La Turquie interdit la langue et la culture kurdes et s'efforce d'effacer l'héritage de la région et d'effacer son identité kurde, en imposant la langue turque dans les écoles et en ouvrant des centres culturels qui mettent en valeur les gloires ottomanes.

Les personnes déplacées d'Afrine dans les zones et les camps d'al-Chāhābād et de la ville d'Alep souffrent beaucoup dans des conditions de vie très difficiles, coincées entre les postes de contrôle du régime syrien et ceux des militants de la Coalition; elles ne reçoivent pas par la communauté internationale des secours ou des médias libres, et ils sont également empêchés de rentrer chez eux en raison de l'absence des conditions minimales d'un retour en toute sécurité.

Le contrôle effectif d'Afrine par la Turquie est considéré comme une occupation, mais elle se dérobe à ses responsabilités politiques et juridiques et ne respecte pas ses devoirs conformément aux chartes et pactes internationaux. Au contraire, elle impose un siège à la région et un black-out médiatique, ce qui a transformé la région en une grande prison pour son peuple.

A cette occasion, nous réitérons notre condamnation de l'agression et de l'occupation d'Afrine, et nous dénonçons les crimes quotidiens qui n'ont cessé depuis le premier jour de l'occupation jusqu'à aujourd'hui. Nous dénonçons également le processus de changement démographique, qui est une forme de nettoyage ethnique, qui s'élève lui-même au rang de crime contre l'humanité.

Nous appelons les Nations Unies et les organisations internationales à s'acquitter de leurs devoirs envers un pays qui est écrasé par la violence du pouvoir et de la contre-violence et à trouver une issue politique pour mettre fin au chaos, à l'anarchie et à l'effusion du sang, ainsi que vers une terre oubliée appelée La Montagne Kurde -Afrine, qui a été négligée par le régime de Damas ; la Turquie l'a donnée aux bâtards et aux djihadistes pour abuser la vie des enfants de la région, et peut-être les lancer plus tard dans des opérations terroristes contre l'humanité.

- Faire pression sur le gouvernement d'Ankara pour qu'elle retire son armée aux frontières internationales, indemnise les dommages résultant de l'occupation d'Afrine et du reste des zones occupées, indemnise les personnes touchées et œuvre pour un retour en toute sécurité des personnes déplacées.

- ✓ ***Liberté pour les personnes détenues arbitrairement et victimes de disparition forcée.***
- ✓ ***Le retour volontaire et en toute sécurité des personnes déplacées de leurs foyers.***

Le 18 janvier 2023

L'organe dirigeant
De Parti de l'Union démocratique kurde en Syrie (Yekiti)

Malpera Fermî: www.yek-dem.net , Email: info@yek-dem.com